



Mouvement International de la Jeunesse Burundaise

MIJB

COMMUNIQUÉ SUR LA PHASE PRÉ-ÉLECTORALE DANS UN CONTEXTE DE NATIONAL POPULISME THÉOCRATIQUE AU BURUNDI.

A la veille des échéances électorales de 2020, le Mouvement International de la Jeunesse Burundaise voudrait rendre publique sa position sur la dynamique de la phase pré-électorale au Burundi.

1. Depuis 2010, tous les processus électoraux organisés par le pouvoir actuel n'ont pas été préparés et ne se sont pas déroulés dans la transparence et le respect des règles de la saine compétition entre les partis politiques.
2. Lors du scrutin de 2015, les manifestations pacifiques qui réclamaient le respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi ont été réprimées avec brutalité et horreur par une milice infiltrée au sein des forces de l'ordre à telle enseigne que les forces de sécurité ont été divisées sur la question de laisser le gouvernement de Nkurunziza, conduire valablement ledit processus électoral. Ainsi, du 13 au 14 mai 2015, le Burundi a été le théâtre d'une tentative de putsch qui conduit à une intense campagne d'épuration civile et militaire, d'assassinats politiques, à de nombreuses disparitions toujours non élucidées et à l'exil de plus de 400.000 burundais.
3. La contestation et le rejet des résultats issus des mascarades électorales ont conduit à un dialogue inter-burundais à la quête d'une solution politique inclusive piloté par la médiation Est-Africaine et qui s'est soldé par un échec désespérant. Théoriquement, l'insouciance de la médiation et les graves désaccords en son sein ont permis au régime de Pierre Nkurunziza de renforcer un climat de terreur absolu sur toute l'étendue du territoire. Ainsi, le régime en place a ignoré toutes les voies pacifiques et diplomatiques pour mettre fin à la crise socio-politique. Dans certaines circonstances, le régime en place a même jeté de l'huile sur le feu en téléguidant des manifestations ciblant les représentations diplomatiques.
4. Le référendum constitutionnel organisé dans un contexte d'impasse politique et sécuritaire a été initié dans le but d'enterrer définitivement l'Accord d'Arusha, d'accentuer les clivages partisans au parti au Pouvoir, en l'occurrence le CNDD-FDD. L'adoption d'une

nouvelle constitution a mis en évidence la mutation structurelle de certains anciens rebelles du CNDD-FDD en gangsters politiques. La constitution de 2018 est devenue un document qui maquille les crimes contre l'humanité tout en protégeant les auteurs des crimes graves contre l'humanité de la compétence de la cour pénale Internationale

Symboliquement, tous les mécanismes sont, à présent, en place pour institutionnaliser le populisme théocratique incarné par le couple présidentiel et leurs acolytes.

5. L'organisation des élections de 2020 comme produit fini de la constitution de 2018 se poursuit sur fond de la crise institutionnelle, politique et sécuritaire enclenchée depuis 2015, qui dresse continuellement un tableau sombre de violations massives des droits humains prenant toute forme de crimes abominables, attisés par des discours de haine distillés à longueur de la journée dans tous les coins du pays par les cadres du Parti au pouvoir, le CNDD FDD.
6. La marche forcée vers ces élections financées par le peuple paupérisé est caractérisée par une intolérance politique sans précédent qui se manifeste par les disparitions forcées, emprisonnement arbitraire des opposants, le verrouillage de tout espace d'opinion libre par l'incarcération injuste des journalistes ,l'interdiction des media indépendants en l'occurrence la BBC et la Voie d'Amérique, la commission électorale monocolore, la terreur nourrie par une milice du parti CNDD FDD, les imbonerakure, des milliers de refugies exclus du fichier électoral etc.

Tous ces facteurs définissent bien les élections de façade, qui ne peuvent en aucun cas être libres, transparentes non violentes pouvant gagner une crédibilité de la jeunesse soif d'un climat politique apaisé.

7. La manipulation d'opinion sur base d'un candidat du parti CNDD-FDD qui se profile pour l'élection présidentielle n'apporte rien sur le fond du combat de la Jeunesse burundaise qui poursuit la noble cause de réclamer un changement profond du système de gouvernance qui trouve racine dans une culture de non-respect des principes démocratique, un refus catégorique d'alternance démocratique et une volonté de perpétuer l'impunité pour protéger la clique d'individus qui pille le trésor public et qui a pris en otage tout le pays.
8. Face à ces constats, le MIJB ne peut pas cautionner la poursuite d'une nouvelle mascarade électorale qui va fractionner davantage la société burundaise déjà traumatisée et brutalisée par des crises politiques cycliques, par l'insécurité, les emprisonnements abusifs, les

disparitions forcées, l'injustice, la corruption généralisée, la pauvreté et le fossé qui ne cesse de se creuser entre les différentes classes sociales.

9. Le MIJB lance un appel vibrant à la jeunesse burundaise de rester sereine, unie, de se respecter dans la diversité d'opinion, de ne pas céder à la manipulation, à la terreur et aux discours de haine mais plutôt de faire preuve de détermination infaillible dans le processus de la lutte pour notre liberté, dignité et pour le bien commun longuement mis à l'écart par les systèmes de gouvernance qui se sont succédés
10. Le MIJB réitère son attachement à une solution pacifique du contentieux politico sécuritaire qui dure depuis 2015 et qui ne peut s'obtenir que par un dialogue franc et inclusif.
11. Le MIJB voudrait enfin, rappeler son engagement pour la reconstruction d'un Burundi paisible et prospère dirigé par des Femmes et Hommes intègres, capables de remettre le pays sur les rails du développement tout en garantissant les droits fondamentaux du peuple ; seul détenteur du pouvoir.

Fait à Kampala, le 22/01/2020

INARUKUNDO Carène Kelly

Porte Parole /MIJB